



FPT : EN GREVE le 31 janvier POUR IMPOSER LE CHANGEMENT

Chers-es Collègues,

L'année 2012 a été marquée, sur le plan politique, par l'alternance qui a chassé l'UMP et SARKOZY au pouvoir depuis 10 ans. Pour autant, force est de constater, que, 8 mois après l'arrivée d'une nouvelle majorité, les signes attendus de rupture avec les politiques précédentes se font toujours attendre. C'est inquiétant : le chômage, les salaires, les prix à la consommation, le logement... l'espoir s'est transformé en impatience et l'impatience pourrait se transformer en mécontentement et en colère.

Austérité et diminution des dépenses publiques, la MAP qui succède à la RGPP (le tout encadré désormais par le TSCG adopté à la hussarde par le gouvernement à l'automne dernier contre les promesses faites par le candidat HOLLANDE), poursuite de la politique de remise en cause et de démantèlement de la santé et de la protection sociale, politique fiscale qui confirme les cadeaux aux plus favorisés, pacte de compétitivité qui accorde 20 milliards aux entreprises sans contrepartie, augmentation de l'appauvrissement de la population, notamment des retraités suite à la réforme de 2010.

La Fonction publique a subi ces dernières années une dégradation à tous les niveaux : diminution importante du pouvoir d'achat, suppressions massives de postes et contre-réformes dénaturant les missions et fragilisant les personnels, l'aggravation des conditions de travail provoquant des cas de souffrance au travail qui se multiplient de façon importante.

Il est donc urgent d'agir pour défendre les services publics et les personnels. **C'est le sens de la journée de grève et de manifestation le jeudi 31 janvier à l'initiative de la FSU, de la CGT et de Solidaires, avec pour exigences :**

- Un moratoire immédiat sur les suppressions d'emplois, et des créations partout où cela est nécessaire**
- l'augmentation urgente des salaires**
- L'abrogation du jour de carence.**

Depuis deux années les salaires de la fonction publique sont bloqués. Ces 10 dernières années les agents publics ont perdu 13 % de pouvoir d'achat. A cela il faut ajouter l'augmentation des cotisations sociales du gouvernement Fillon de 2010.

En janvier 2012, le gouvernement précédent a instauré le jour de carence, prélevant 1/30ème de salaire pour tout arrêt de congé de maladie ordinaire : cette mesure injuste n'est toujours pas abrogée. C'est d'ailleurs pourquoi le SNUCLIAS-FSU a saisi les députés et les sénateurs afin d'exiger le retrait de cette mesure qui pénalise entre autre les bas salaires particulièrement dans la Fonction Publique Territoriale.

La réforme de la catégorie C et celle en cours de la catégorie B, ont rallongé les carrières. Les augmentations du SMIC ont « rattrapé » tous les débuts de carrière à tel point que pour gagner 30 euros de plus sur un traitement il faut maintenant 17 années d'ancienneté pour les agents recrutés sur les plus basses échelles de rémunération.

Toutes ces mesures régressives précipitent peu à peu des milliers d'agents publics vers la pauvreté.

Cette situation est intolérable !

Lors des campagnes présidentielle et législatives, les candidats des organisations politiques aujourd'hui au gouvernement et au parlement avaient dénoncé la situation subie par les fonctionnaires et le service public. Tous avaient condamné avec fermeté le jour de carence.

Force est de constater 6 mois plus tard qu'aucune rupture n'est intervenue dans les politiques d'austérités du précédent gouvernement. Pire, le gouvernement Ayrault n'envisage aucune augmentation des traitements en 2013 et peut être rien en 2014 !! Il n'abroge toujours pas le jour de carence, ne s'attaque pas aux injustices provoquées par la réforme Fillon, met en place la MAP en lieu et place de la RGPP.

Ça suffit !!

En quelques coups de menton le patronat a réussi à se faire entendre, obtenant que le gouvernement renie ses promesses d'engager une nouvelle répartition des richesses, en s'attaquant notamment à la finance. Ainsi, 20 milliards d'argent public, sous forme de cadeaux fiscaux, sont attribués aux entreprises privées, sans contrôle ni contreparties, dans le cadre du « Pacte de Compétitivité ». A l'inverse, toutes les réponses aux demandes syndicales sur le pouvoir d'achat, les carrières, les retraites, l'amélioration des services publics sont différées.

Sans mobilisation, sans nouveau rapport de forces, les politiques précédentes vont perdurer, a contrario de ce que les salariés ont exprimé massivement dans la rue pendant 10 ans, et dans les urnes aux dernières élections.

Le SNUCLIAS-FSU souhaite que le 31 janvier soit l'occasion d'une mobilisation de toutes les forces syndicales qui refusent l'austérité gouvernementale. Il souhaite également que cette date soit clairement annoncée comme le premier-rendez vous de celles et ceux qui exigent que les promesses soient tenues, que les services publics soient à nouveau un élément déterminant d'égalité, de justice et de cohésion sociale.

Le SNUCLIAS-FSU revendique :

-L'augmentation de 300 € pour tous

-l'abrogation du jour de carence

-un plan de titularisation ambitieux pour les dizaines de milliers d'agents non-titulaires

-l'abrogation des loi Fillon de 2003 et 2010 pour une réforme juste des retraites

-la rénovation et le développement des services publics sur tout le territoire

LE 31 JANVIER DOIT ÊTRE UN SUCCES

ET DOIT MONTRER NOTRE MECONTENTEMENT